

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/JOR/1
G/SCM/Q1/JOR/1
2 avril 2004

(04-1513)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES au sujet de la notification de la JORDANIE¹

La délégation de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 31 mars 2004.

A. Loi n° 50 de 2002 sur la protection de la production nationale

1. Article 5 b): La CE note que cette disposition autorise le Ministre de l'agriculture à présenter une demande. De même, l'article 35 de la Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping et les subventions prévoit que "les Ministres supervisant un certain secteur de production ou d'autres" peuvent présenter une telle demande. Normalement, ces demandes doivent être présentées par une branche de production nationale ou en son nom, conformément à l'article 5.1 de l'Accord antidumping, sauf s'il existe des circonstances spéciales. La Jordanie considère-t-elle que les cas visés à l'article 5 b) de la Loi n° 50 et à l'article 35 de la Réglementation n° 26 constituent automatiquement des circonstances spéciales justifiant l'ouverture d'une enquête sans demande préalable. La Jordanie n'applique-t-elle l'article 7 de la Loi n° 50 concernant l'ouverture d'une enquête par l'autorité elle-même que lorsque des circonstances spéciales existent?
- L'article 6 b) prévoit que l'ouverture de l'enquête est annoncée immédiatement après que la décision a été prise. La Jordanie avise-t-elle le gouvernement du pays exportateur concerné de la réception d'une demande avant l'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 5.5 de l'Accord antidumping?
- Article 8 a) (et article 43 de la Réglementation n° 26): lors de la détermination de la période d'enquête, l'autorité chargée de mener celle-ci suit-elle les directives énoncées dans la Recommandation concernant les périodes de collecte des données pour les enquêtes antidumping (G/ADP/6 du 16 mai 2000)?
- Article 9 b): Cette disposition vise-t-elle uniquement les producteurs nationaux ou s'applique-t-elle aussi aux importateurs, par exemple? Est-il obligatoire de coopérer et de fournir les renseignements requis?
- Article 11 a) 2): La Jordanie pourrait-elle préciser son interprétation du "conflit d'intérêts"?

¹ G/ADP/N/1/JOR/2-G/SCM/N/1/JOR/2.

B. Réglementation n° 26 de 2003 sur les mesures antidumping et les subventions

- L'article 9 b) précise dans quelles circonstances la vente du produit similaire n'a pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. La Jordanie pourrait-elle expliquer l'ajout des bénéfices aux coûts de production majorés des frais administratifs, frais de vente et frais généraux, à la lumière en particulier de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping?
 - Les articles 12 et 41 se réfèrent aux instructions que peut donner le Ministre. Ces instructions ont-elles déjà été données?
 - L'article 29 a) 4) se réfère aux prix inférieurs à ceux du produit national similaire. La Jordanie pourrait-elle préciser quel est le lien avec l'article 3.7 iii) de l'Accord antidumping, qui a trait aux importations entrant à des prix qui auront pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix?
 - Article 48 c): La Jordanie pourrait-elle préciser si ces réunions sont convoquées par l'autorité chargée de l'enquête ou par les parties?
 - L'autorité chargée de l'enquête informe-t-elle les parties avant d'établir une détermination finale, comme le prévoit l'article 6.9 de l'Accord antidumping?
 - La Jordanie a-t-elle adopté des dispositions concernant l'utilisation de l'échantillonnage dans les enquêtes antidumping?
 - Article 59 c): La Jordanie pourrait-elle préciser si les exportateurs concernés ont la possibilité de formuler des observations sur la non-acceptation d'un engagement, conformément à l'article 8.3 de l'Accord antidumping?
 - La Jordanie pourrait-elle confirmer que les dispositions de l'article 8.5 de l'Accord antidumping sont appliquées?
 - Article 70: La Jordanie pourrait-elle préciser si les remboursements autorisés se font normalement dans un délai de 90 jours à compter de la décision, conformément à l'article 9.3.2 de l'Accord antidumping?
 - Article 74 a): La Jordanie pourrait-elle préciser la durée de la "période spécifique" que doit fixer l'autorité compétente? S'agit-il d'une période fixe s'appliquant en toutes circonstances, ou est-elle déterminée au cas par cas?
 - Article 81 a) 2): L'autorité chargée de l'enquête donne-t-elle aux importateurs la possibilité de formuler des observations avant de faire une telle constatation, conformément à l'article 10.6 ii) de l'Accord antidumping?
-